



Les Verts allemands, représentés ici par Renate Künast, aimeraient, avec l'aide de Hansjörg Walter, le président de l'Union suisse des paysans, convaincre l'Union allemande des paysans que renoncer aux OGM serait la meilleure option pour l'agriculture allemande. Une photo de la Semaine Verte de Berlin.

«La coexistence est une illusion!»

La délégation nationale comprenant la conseillère nationale Maya Graf et l'activiste anti-OGM Florianne Köchlin était la véritable star de la Conférence pour les régions sans OGM qui s'est tenue à Berlin. L'Europe, sceptique à l'égard des manipulations génétiques, regarde la Suisse d'un œil jaloux parce qu'elle a osé attaquer le problème des OGM à la racine en acceptant le moratoire. En effet, c'était clair pour tout le monde lors de cette Conférence: la coexistence est une illusion.

En réunissant 250 participants de 35 pays, la Conférence européenne pour les régions sans OGM, la biodiversité et le développement rural a démontré à la mi-janvier à Berlin que l'agriculture suisse n'est pas seule dans son combat contre les manipulations génétiques. C'est d'ailleurs bien nécessaire, car, seule et avec ou sans moratoire, l'agriculture suisse ne pourrait certainement pas résister bien longtemps au lobby de l'ingénierie génétique.

Le tout dernier bilan des régions sans OGM a redonné du courage aux troupes: de l'Islande à Chypre en passant par l'Irlande et l'Arménie, les régions sans OGM sortent du sol comme des champignons. Partout en Europe, plus de 170 régions, 3'500 communes et plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs ont déjà défini des zones sans OGM.

Comme d'autres orateurs, le ministre autrichien de l'agriculture, Josef Stockinger, a été très clair: l'Union Européenne a interdit aux régions de se déclarer zones sans OGM. Bonne occasion pour Stockinger d'exiger la clarification de la question de l'autonomie des régions à l'intérieur de l'UE. Son pays portera donc

sa plainte à ce sujet jusque devant la Cour européenne de justice, et le gouvernement fédéral autrichien veut en outre profiter de son semestre de présidence de l'UE pour obtenir que la question de la coexistence soit reprise à zéro.

Un représentant de l'Union grecque des paysans a parlé d'une plainte contre Pioneer et Syngenta, qui ont livré en Grèce des semences contaminées. Elle exige un dédommagement de 30'000 euros par hectare pour les agriculteurs bio qui ont dû détruire leurs récoltes. Des agriculteurs polonais et français ont rapporté quant à eux que leurs «actions directes» contre des champs OGM avaient été reconnues comme des actes de légitime défense.

Le rapport de la Bulgarie a lui aussi suscité quelques sourires d'espoir: ce pays a en effet consigné dans une nouvelle loi qu'une ceinture de sécurité devait être exempte d'OGM dans un périmètre de 30 kilomètres autour de toutes les zones de protection de la nature et de toutes les fermes biologiques. Si cette norme était appliquée en Suisse, aucun doute que le problème serait résolu une fois pour toutes.

Les nombreux exposés scientifiques présentés ont montré que, dans une agriculture européenne souvent morcelée, la coexistence est une illusion: même si des zones sans OGM parviennent à s'imposer en suivant le modèle suisse, de

nombreuses questions restent ouvertes. Par exemple: Comment garantir que les produits importés sont exempts d'OGM? Quelles teneurs limites peut-on ou doit-on accepter pour les semences, les denrées alimentaires, les aliments fourragers? Que se passe-t-il en cas de contamination transgénique «involontaire»? Qui doit en assumer la responsabilité?

Ce genre de questions montrent que la Suisse, fortement dépendante des importations, aura toutes les peines du monde à rester exempte d'OGM en faisant cavalier seul. L'atmosphère d'enthousiasme et de renouveau qui se dégageait des régions sans OGM a cependant redonné du courage aux participants suisses. À l'inverse, d'autres régions puisent de nouveaux espoirs dans le modèle suisse, où, pour la première fois, la majorité de la population d'un pays entier s'est prononcée contre l'industrie agrogénétique. De nombreux participants pensent que l'année 2006 sera une année décisive dans la lutte contre les OGM dans l'alimentation. Il nous reste exactement cinq ans pour prouver à l'industrie agrogénétique qu'elle se fourre le doigt dans l'œil. Nous devrions utiliser cette période pour la recherche sur les risques et pour démontrer la justesse des alternatives. La lutte continue!

Andreas Thommen, Responsable du Service des semences bio du FiBL à Frick.



i

Des informations détaillées sur la Conférence se trouvent sur le site internet www.gmo-free-regions.org.